AMÉRIQUE LATINE - 2018 : l'année que nous avons vécue dangereusement

Katu Arkonada

mardi 8 janvier 2019, mis en ligne par Françoise Couëdel

Dimanche 23 décembre 2018.

L'année 2018 s'achève, intense en émotions et en évènements politiques. Une année où, dans les deux plus grands pays d'Amérique latine, ont gagné deux orientations opposées qui, en même temps, sont les deux faces d'une même monnaie, en forme d'oxymore : la crise de la démocratie néolibérale ou celle du néolibéralisme démocratique.

La victoire d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), au Mexique, signifie l'échec du projet néolibéral qui n'a jamais pu générer un modèle de croissance basée sur l'ouverture du marché au capital financier transnational, via des instruments tels que le Traité de libre échange, l'Alliance du Pacifique, ou la Réforme énergétique, fruit du pacte pour le Mexique. Un modèle qui, de plus, a eu besoin de la stratégie du choc pour s'imposer, laissant un bilan de plus de 200 000 morts et disparus, des centaines de fosses communes dans une guerre contre les drogues qui en réalité n'a abouti qu'à la perte de la souveraineté territoriale et à l'abandon de vastes zones du territoire mexicain aux mains des narcotrafiquants.

D'une certaine manière quand AMLO brandit le drapeau de la lutte contre la corruption, les gens simples, sans besoin de tant de théorie, votent contre un modèle économique, le modèle néolibéral qui a fait reculer le Mexique au niveau de pauvreté et d'inégalités des années 90.

L'autre face de la monnaie est la victoire de Bolsonaro au Brésil qui, au-delà de toutes les erreurs commises par le PT et les gauches brésiliennes, est aussi le fruit de la crise du même système que son candidat n'a jamais pu imposer et a abouti à la victoire d'un monstre appelé Bolsonaro. Parce que, de la même façon qu'aux États-Unis le candidat de Wall Street et du complexe industriel et militaire était Hillary Clinton, et non Trump, au Brésil, le candidat des élites économiques était Alckmin (avec 4% de victoire au premier tour) et non Bolsonaro.

D'une certaine façon Trump et Bolsonaro sont des anomalies d'un système en crise, où l'ancien système n'en finit pas de mourir et le nouveau n'en finit pas de naître.

Au sein de ce nouveau système qui n'en finit pas de naître nous pouvons situer la victoire au second tour et les 8 millions de voix obtenus par Petro en Colombie. Dans une Colombie pleine de monstres où les accords de paix de La Havane ne sont toujours pas appliqués et où chaque jour disparaissent et sont assassinés des responsables sociaux, mais où quelque chose est en train de changer, où est remis en question le système politique traditionnel grâce auquel, pendant des siècles, 34 familles ont gouverné et se sont réparti la richesse de la Colombie.

Nous pouvons considérer aussi comme l'autre face de la monnaie les élections au Costa Rica, gagnées au premier tour par un pasteur évangélique, Fabricio Alvarado, bien que battu au second tour par un autre Alvarado, Carlos, de centre gauche. L'ascension du mouvement évangélique et ses

positions fondamentalistes de droite seront une des données importantes pour interpréter quelques-uns des scenarios politiques de l'année 2109.

Et même si 2018 a été l'année de l'ascension du conservatisme évangélique, avec un discours contre « l'idéologie du genre », tant au Costa Rica qu'au Brésil, 2018 a aussi été l'année de la vague verte qui s'est manifestée en Argentine dans un féminisme populaire qui, bien qu'il ne soit pas parvenu à obtenir la dépénalisation de l'avortement, a semé et politisé le féminisme dans Notre Amérique, d'est en ouest, en opposition au féminisme blanc et bourgeois encouragé depuis le Nord. La vague verte nous pousse à envisager un monde, une société différente, qui, à coup sûr, sera féministe ou ne sera pas.

Deux éléments encore sont fondamentaux pour comprendre ce moment complexe que nous vivons, au-delà de ce qui sort des urnes, et qui s'est cristallisé en 2018, une année où, comme le disait Benedetti, alors que nous croyions que nous avions toutes les réponses, toutes les questions ont changé.

Le problème des medias est fondamental pour déchiffrer les données de l'échiquier politique sur lequel nous jouons. Les medias sont en train de devenir aujourd'hui le principal parti d'opposition par l'élaboration de matrices contre les leaders et les gouvernements de gauche, gouvernements qui, en outre, perdent les élections contre un algorithme qui déconstruit la réalité tandis qu'il fabrique en même temps un monde parallèle. Les armes de destruction mathématique de la réalité vont être les principales armes des nouvelles batailles électorales qui se profilent.

Nous vivons dans des sociétés très individualistes dans lesquelles les liens sociaux sont de plus en plus faibles et, comme l'indique le sociologue Cesar Rendueles, l'ère des réseaux sociaux est en même temps l'ère de la fragilité sociale. La droite profite de cette fragilité, mais ce que la gauche ne peut pas se permettre c'est de faire la même chose ; bien au contraire, elle doit reconstruire les liens affectifs qui créent communauté et sens d'appartenance (ce que, d'une certaine façon, la droite évangélique offre aujourd'hui).

Pour cette raison, en même temps que le combat médiatique, le combat culturel que nous devons livrer, revêt d'autant plus d'importance encore. Car la grande victoire du néolibéralisme n'a même pas été économique (c'est non sans raison qu'en Amérique latine se sont élaborés des scenarios post néolibéraux) elle a été surtout culturelle.

Ce triomphe culturel de l'*American way of life* et de la culture du shopping, a eu pour résultat que les millions de personnes que les gouvernements progressistes ont tirés de la pauvreté, se soient converties en consommateurs avec un désir d'ascension sociale. L'horizon de justice sociale pour n'importe quelle société doit aller de pair, sans aucune hésitation, avec la formation et la politisation de cette même société. Peuple et communauté au lieu de citoyenneté et individualité.

La bataille de la communication et de la culture sera donc vitale pour l'année qui s'ouvre, surtout pour ce qui concerne les deux rendez-vous électoraux qui seront déterminants en 2019, pour l'approfondissement ou le recul du cycle progressiste : les élections en Argentine et en Bolivie.

En octobre 2019, l'enjeu sera que la droite, qui n'a pas encore pu élaborer un projet politique, social et économique stable en Amérique latine, se consolide sous l'autorité de Macri, aujourd'hui contesté en Argentine, ou que renaisse le projet national-populaire sous l'autorité de Cristina, projet qui nécessairement exige une profonde autocritique des erreurs commises durant les 12 années de gouvernements kirchneristes.

En même temps, et en ce même mois d'octobre, le processus de changement de la plus grande

stabilité politique et économique de la région se jouera avec la ratification du leadership d'Evo Morales ou le retour au néolibéralisme, ouvrant la possibilité que des changements qu'on croyait irréversibles, puissent être remis en cause à grande vitesse à l'instar de ce qui s'est produit en Argentine et au Brésil.

Ce n'est qu'après ces deux élections cruciales pour la région, à la fin de 2019, que nous pourrons évaluer si le cycle progressiste est entré irrémédiablement en crise, à moins que de la situation de reflux ne soient tirés des enseignements et que naisse un sursaut en faveur d'une nouvelle vague ascendante des forces progressistes dans la région.

Traduction de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/197312